



# La lettre d'U&A 64

N°12

## Amplifier la riposte, construire les conditions d'un changement

500 manifestants à Pau et 250 à Bayonne pour la défense du pouvoir d'achat et des retraites samedi matin 16 février, c'est bien, mais c'est insuffisant. Il s'agissait d'un appel intersyndical départemental, même si les troupes de la CFDT étaient très très maigres, surtout à Pau.

Nous avons un travail d'explication et de mobilisation important à faire : le thème du pouvoir d'achat avait été avancé par le candidat Sarkozy. La réalité de la politique du président élu est une cruelle déception pour ceux qui l'avaient cru.

Il parlait de rupture.

Nous avons nous aussi parlé de rupture dans les éditoriaux de la FSU : cette rupture-là semble bien être arrivée. Il ne faut pas laisser passer ce basculement. Le président de la République a, de façon constante, justifié ses choix les plus contestables par le fait qu'il avait été élu. Pour ça aussi, ajoutait-il abusivement.

L'opinion semble basculer. Il ne faut pas lui laisser subir une autre influence qui lui donnerait de fausses raisons d'agir dans un sens défavorable aux intérêts des salariés.

**A tout seigneur, tout honneur : 13,2 milliards d'euros de profits pour Total.** Mais dans ses filiales, Total impose des salaires au ras du SMIC, la discrimination syndicale, la précarisation des emplois. 117 suppressions d'emploi sont prévues au « marketing France » et la logistique. Quelles retombées pour sa terre béarnaise natale ?

**Arcelor-Mittal : 7,5 milliards d'euros de profits.** Progression de 30 % sur 2006. L'usine de Gandrange qui n'a besoin que de 30 millions d'euros d'investissement, est condamnée. Au-delà des déclarations mensongères du président de la République la semaine dernière sur le site (voir la lettre précédente), le gouvernement répond : « il faut renforcer l'attractivité de la France pour les investisseurs comme Mittal ». Il n'y a pas encore assez de cadeaux ?

**Unilever, 4,1 milliards d'euros de profits.** 20 000 suppressions d'emplois prévues en Europe.

**Renault : 2,7 milliards d'euros de profits.** 1085 salariés renvoyés. 913 millions d'euros de dividendes distribués. 760 000 euros de dividendes pour Carlos Ghosn, en plus de son misérable salaire. 15 millions d'euros de bénéfice en deux ans pour Louis Schweitzer grâce aux opérations sur ses stock-options.

**L'Oréal : 2,6 milliards d'euros de profits.** Les syndicats appellent à la grève le 18 février.

Etc., etc.

Les grands patrons français ont vu leurs rémunérations augmenter de 40 % en 2007. Le salaire du président de la République a augmenté de 170 %... Et le vôtre ?

Le taux de croissance baisse. L'INSEE montre un « essoufflement » de l'économie française. Les dépenses de consommation des ménages tendent à baisser. Le pouvoir d'achat des salariés baisse. La précarité augmente.

Ça sert donc à quoi, en plus de tout ça, de massacrer le code du travail, de piétiner les libertés individuelles, de pratiquer la xénophobie d'Etat, de liquider les services publics, si ce que le président appelle « les résultats » ne sont pas là ?

**Rendre la politesse aux prêteurs de yacht, d'avion et de résidences de vacances ?** Enrichir les plus riches, détruire le tissu démocratique et solidaire de notre société, accomplir le mieux qu'il peut la tâche pour laquelle il a été élu : organiser encore plus la société pour le profit du patronat au détriment des salariés, comme le font tous les patronats d'Europe et du monde.

En quelques années, la part supplémentaire du produit intérieur brut passée des salaires aux profits est de 9,3 % du montant de ces profits. Et ceux-ci ont largement augmenté grâce à l'augmentation de la technique et de la productivité.

Dans les services publics, la loi de la baisse du coût de l'Etat, (la révision générale des politiques publiques), aboutit à un assèchement des services publics, la précarisation des emplois, la disparition tendancielle des statuts protecteurs des salariés, la baisse du pouvoir d'achat, à une aggravation des conditions de travail.

Dans l'éducation nationale, la traduction locale de la suppression de 11 700 postes se fait sentir concrètement ces jours-ci. Les établissements (et même leurs chefs) découvrent avec effarement les conséquences concrètes de ce que nous leur annonçons depuis des mois. Mardi, les organisations syndicales, à l'initiative du SNES-FSU, vont boycotter le comité technique paritaire départemental pour exprimer symboliquement la colère des personnels. Les représentants syndicaux, au premier rang desquels les élus FSU, seront à pied d'œuvre dès le lendemain matin pour défendre en CTPD les établissements et les personnels.

Il faudra que les collègues soient le plus nombreux possible mardi à 13 heures 30 devant l'inspection académique à Pau pour soutenir les représentants syndicaux.

**Salaires, conditions de travail, respect au travail et respect du salarié, toutes les raisons existent pour commencer à construire dans l'éducation nationale, dans la fonction publique, dans l'interprofessionnelle, le grand mouvement dont tous les salariés ont besoin.** Dès le mois prochain, à la rentrée des vacances scolaires, des actions doivent être entreprises pour défendre l'Ecole, notre service public, nos conditions de travail. Puis tous les services publics.

On en reparlera et U&A fera tout son possible pour inciter au travail unitaire et efficace.

## La place du mort

« Les discriminations que subissent les personnes issues de l'immigration ont la même origine que celles qu'ont subies les Juifs pendant la seconde guerre mondiale. Si on n'apprend pas aux enfants ce qu'est le racisme, ils ne le sauront pas ». Ces propos respectables trouvent tout leur intérêt quand on en cite l'auteur : Mme Mignon, directrice de cabinet du président de la République.

Ce président de la République a délégué à son ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du co-développement la mission de virer chaque année du pays des droits de l'homme au moins 25 000 étrangers en situation irrégulière, souvent menacés de prison, de misère ou de mort dans leur pays d'origine. Pour parvenir à ce quota, les services de police doivent arrêter des dizaines de milliers d'Etrangers. **Notre pays est devenu un pays de rafles quotidiennes, faites sur « critères d'extranéité » (au faciès pour être plus clair).**

Chaque jour, des dizaines d'individus et de familles sont traqués et embarqués. **Allez voir par exemple chaque jour à la gare de Pau la patrouille de la Police Aux Frontières qui attend ses proies.**

Une partie d'entre eux ne pourra pas être expulsée pour diverses raisons. Ils seront relâchés, parfois après avoir perdu leur logement, leur travail, une partie de leur famille. Ils entreront dans les comptes du ministre. Les autres seront conduits dans les aéroports, ficelés, scotchés, bâillonnés, drogués, frappés, accompagnés de plusieurs policiers et envoyés vers un autre pays. Les passagers des avions, stupéfaits, assisteront à ces scènes barbares et très violentes. S'ils protestent, ils seront poursuivis en justice pour entrave à la circulation d'un aéronef.

« Quand j'entends le petit tumulte, je me dis Mon Dieu, on fait un grand tumulte et on n'en fait pas parfois sur ce que voient nos enfants, images violentes, dégradantes » dit ces jours-ci le président de la République. Il est vrai que les enfants de certaines écoles de notre département doivent se poser des questions quand ils voient disparaître de leur école Sakina, 5 ans, qui n'a passé que 32 jours en centre de rétention administrative avec son père et sa grand-mère avant de revenir dans son école de Pau, quand ils constatent avec leurs instituteurs la disparition soudaine et définitive de tel petit Afghan, de telle petite Tchétchène ou de tout autre enfant dont les parents avaient fui ces contrées jugées sans danger par les autorités...

Il nous avait déjà fait le coup de la compassion et de l'émotion avec Guy Môquet.

Après la rafle idéologique de la chapelle du Latran au Vatican pour les catholiques, de Ryad pour les musulmans, il finit d'emplir son panier à salade au dîner du conseil représentatif des institutions juives de France : « chaque enfant de CM2 devra porter la mémoire d'un des 11 000 enfants français victimes de la Shoah ».

Première réflexion immédiate : tous ces enfants n'étaient pas français et certains de leurs parents étaient venus trouver refuge en France. Les enfants de CM2 ne s'occuperont-ils que des Français ou de tous les petits enfants déportés ?

Seconde réflexion : **on ne peut pas continuer d'utiliser comme cela l'Ecole comme instrument de propagande et d'organisation de la confusion.** Confondre le devoir de mémoire et 30 millions d'amis, c'est pitoyable. Confondre l'apprentissage de l'Histoire, le souvenir et l'émotion mémorielle est une intrusion idiote et inacceptable dans la pédagogie des enseignants.

Le président de la République n'aide pas l'Ecole, il n'aide pas la réflexion historique nécessaire, il n'aide pas le devoir de mémoire. Il instrumentalise, il organise la confusion. Comme tout ce qu'il aborde, il tente d'individualiser les positions, d'isoler les réflexions les unes des autres, de diviser pour régner et **pour rendre le monde qu'il organise incompréhensible pour la plupart des gens.**

Confier à chaque enfant de CM2 le souvenir, donc la place, d'un petit enfant juif déporté, gazé et brûlé, c'est oublier trop de choses au seul profit politique de tenter de s'annexer la sympathie électorale d'une communauté cruellement frappée dans le passé proche par l'extermination raciste.

C'est faire peser trop de responsabilité individuelle sur cet enfant. C'est négliger son histoire propre, sa culture familiale. C'est, une fois de plus, individualiser la réflexion et instiller une part de responsabilité personnelle sur un destin particulier au détriment de la réflexion collective, historique, intelligente et nécessaire, sur un phénomène tragique.

C'est enfin complètement oublier les conséquences actuelles d'une politique activement discriminatoire où des enfants de CM2 voient, chaque jour, certains de leurs petits camarades de classe disparaître. Vont-ils en adopter le souvenir ?

## La carte scolaire ne sert à rien ?

L'inspecteur d'académie de Lille déclare le 10 février dans la Voix du Nord : « les violences à l'Ecole ne s'accroissent pas, mais s'aggravent. » « Avant, le maître exerçait un magistère moral. Mais il a perdu son statut social. Même pour les parents, il ne représente plus l'autorité » Il est bien placé pour le savoir, lui qui compte l'école de Berlaimont dans son département. Nous intervenons au CTPD de mercredi pour dénoncer la mise en concurrence des autorités morales au détriment de l'école et au profit de l'armée, le brouillage des valeurs qui conduisent à mettre en garde à vue pendant 24 heures un collègue qui a collé une baffe à un sale gosse de 12 ans qui l'a traité de connard, alors que le gamin retourne à l'école ; à diffuser des informations tendancieuses et diffamatoires sur le collègue. **Est-il arrivé la même chose à l'inspecteur d'académie qui a, lui aussi, collé une baffe à un parent d'élève ?** Décidément, le climat s'alourdit dans notre éducation nationale !

Benjamin Moignard, docteur en sciences de l'éducation à Lille 3, publie une thèse (*L'école et la rue : fabrique de délinquance. PUF 2008*) sur le rôle de l'école dans la constitution de bandes de jeunes délinquants. Il compare un collège appartenant à un « réseau ambition réussite » parisien à l'équivalent d'un collège dans une favela de Rio de Janeiro au Brésil.

« La comparaison des deux pays montre que le climat de violence est bien moindre dans les écoles brésiliennes comparées à la France. » il poursuit : « en France, le collège peut être un facteur aggravant dans les processus délinquants. Les bandes des quartiers sont le fruit de la ségrégation des élèves les plus faibles et les plus perturbateurs dans certaines classes au collège. Ce phénomène se rencontre en particulier dans les classes de niveaux qui sont souvent prétexte de mise à l'écart des élèves qui se trouvent être pour la plupart issus de l'immigration. ». L'auteur qualifie cette politique de regroupement des élèves en difficulté de « traitement sécuritaire de la gestion de l'ordre scolaire ». Elle signe la démission de l'école républicaine dans sa mission éducative et neutralise toute perspective d'amélioration de la scolarité de ces élèves.

Depuis des mois, le SNES-FSU et la FSU demandent qu'on réunisse enfin toutes les parties qui ont à voir, directement ou indirectement avec les collèges, et en particulier les collèges de Pau et de son agglomération, pour discuter de la façon d'organiser le recrutement de ces établissements et de hâter leur rénovation. Refus obstiné des autorités de faire ces réunions communes. En revanche, annonce confirmée de la suppression de la carte scolaire. Premiers résultats, une nouvelle ponction sévère sur le collège RAR de Pau : Jean Monnet, menaces sur le recrutement de Jeanne d'Albret.

Il va nous falloir lutter durement, mais avec détermination, pour empêcher la ségrégation de croître. Ce n'est pas le « busing » importé directement des Etats-Unis ségrégationnistes d'il y a 30 ans qui résoudra le problème ! Il y a du travail !

U&A 64, le 17 février 2008

